

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance

Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre

Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

Journal de Palestine

N° 302 du 04.01 au 11.02

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mon blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) dans la rubrique "Le journal des Palestiniens" sur le site "Palestine, le secret dévoilé" : <http://www.palestinefr.net/jop.php>.

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

Résistance

1 Politique Palestinienne (en Palestine toujours occupée)

2 Politique Israélienne

3 Politique internationale des territoires occupés

4 La Palestine en chiffre & au jour le jour

Détails par région:

Décompte des pertes humaines

5 Médias [et Manipulation de l'opinion / Vidéos](#)

6 Les brèves

6-1 Adriana Evangelizt : [Les Etats-Unis envisagent une force internationale intérimaire en Cisjordanie.](#)

6-2 Ismaïl Haniyeh juge les propositions de Bush "inacceptables" pour les générations palestiniennes futures.

6-3 Olmert décide d'augmenter ses agressions militaires contre la bande de Gaza.

6-4 Barhoum : la sécurité d'Abbas complote avec l'occupation contre les droits du peuple palestinien.
6-5 Les services de renseignements: Abbas poursuit sa guerre contre le Hamas.
6-6 L'Apartheid israélien s'amplifie contre le peuple palestinien.
6-7 Les Gazaouis privés d'électricité huit heures par jour.
6-8 Comment, quand on est palestinien, tirer un trait sur les humiliations quotidiennes des militaires israéliens ?
6-9 Les ministres arabes des affaires étrangères appellent à la levée du blocus imposé sur la bande de Gaza.
6-10 Al-Khoudri appelle à rendre les marchandises confisquées depuis huit mois.
6-11 Les Etats-Unis accorde 40 millions de dollars à l'aide aux réfugiés palestiniens.
6-12 Barghouti en échange de Gilad Shalit ?
6-13 Israël: défilé contre le démantèlement des colonies.

7 Dossier

7-1 Point de vue de [Marie-Ange Patrizio](#) : Bush et l'Autorité.
7-2 Point de vue de Hamdan : une coopération payée au congrès de Paris entre la sécurité d'Abbas et de l'occupation.
7-3 Point de vue de Amira Hass : Un sujet d'agacement pour la Sûreté Générale israélienne.
7-4 Point de vue de Michel Bôle-Richard : La justice militaire israélienne accusée de bafouer les droits des Palestiniens.
7-5 Point de vue de Fred Schlomka : La guerre feutrée d'Israël.

8 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

8-1 Des journaux du Golfe critiquent sévèrement Bush avant son arrivée.

5 Annexe - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

9-1 Convergence des Causes : Rice déclarée ennemie d'Israël.
9-2 Azmi Bishara : Annapolis : La farce après la tragédie.
9-3 Ahmed Loutfi : L'Américain le moins populaire.
9-4 Le Facteur Israélien : Le Classement des Candidats aux Présidentiels US.

Résistance

Au jour le jour

04-01

Une roquette est tombée sur un quartier nord de la ville d'Ashkelon, une cité qui n'avait jamais été atteinte jusqu'alors par les tirs venant de Gaza.

Al-Oufok

Analyse

05-01

Le chef en exil du Hamas, Khaled Mechaal, a demandé le départ du gouvernement Fayyad, reconnu par la communauté internationale. "Notre peuple doit interdire à ce gouvernement de brader les intérêts palestiniens", a-t-il dit, en l'accusant de "poursuivre les résistants du Hamas partout". "Le Hamas restera attaché à la résistance jusqu'au départ du dernier soldat israélien du sol palestinien. C'est un choix stratégique. La résistance se poursuivra, personne ne pourra l'arrêter", a expliqué le chef du Hamas.

(Al-oufok avec les agences de presse)

06-01

Le ministre la guerre Barak a reconnu que la résistance palestinienne a lancés plus de 32 missiles sur les colonies installées près de la bande de Gaza, depuis le début de cette année 2008, et que son armée a tué seulement.12 résistants durant le mois dernier .

Gaza - CPI

09-01

Olmert a dit que le lancement de la roquette Grad de fabrication russe sur Ashkelon jeudi représente une escalade dans ce qu'il appelle « l'activité terroriste » émanant de la bande de Gaza..

Al-Manar

09-01

Le Jihad islamique a souligné que celui qui se moque de la résistance (Abbas) et des martyrs en liant le peuple palestinien aux accords et plans sécuritaires sionistes qui encerclent la résistance et confisquent ses armes ne représente plus le peuple palestinien. Le Jihad a aussi insisté sur le droit de la résistance à utiliser tous les moyens possibles qui permettent au peuple palestinien de faire face aux agressions et crimes sionistes.

1 Politique Palestinienne

MM Abbas & Haniyeh.

1-1 Processus de paix.

05-01

M. Mechaal a démenti des rencontres entre son organisation et Israël : "Il n'y a pas de contacts entre le Hamas et les sionistes qui sont nos ennemis."

Il a révélé que son mouvement avait opposé récemment une fin de non-recevoir à une proposition européenne d'une rencontre entre le Hamas et les Israéliens pour examiner les moyens de calmer la situation. "Gaza est affamée, encerclée mais elle résiste", a dit M. Mechaal qui a demandé aux "dirigeants arabes de prendre une décision audacieuse pour lever l'embargo" imposé à Gaza.

(Al-oufok avec les agences de presse)

06-01

Mahmoud Abbas & Ehoud Olmert ont décidé de discussions sur les questions du statut final pour tenter de parvenir à un accord de paix définitif d'ici la fin de l'année.

Ils se sont mis d'accord sur la mise en place de trois "niveaux" de négociations en vue de parvenir à un accord de paix d'ici fin 2008.

Les deux dirigeants, et les chefs des négociateurs dans de nouvelles discussions, se concentreront donc sur leurs principaux points de contentieux : frontières définitives d'un Etat palestinien, statut de Jérusalem, question des réfugiés palestiniens.

D'autres négociateurs aborderont les questions plus immédiates, comme les barrages routiers israéliens. "Les deux dirigeants se sont mis d'accord pour autoriser" leurs négociateurs à "mener des négociations sur toutes les questions du statut final et toutes les questions de fond", a expliqué le porte-parole d'Ehoud Olmert, Mark Regev.

(Al-oufok avec les agences de presse)

1-2 Les analyses (du processus de paix).

09-01

Le Jihad islamique en Palestine a affirmé que les rencontres, visites et négociations entre la direction de l'autorité palestinienne dirigée par le président Mahmoud Abbas et l'occupation israélienne sont inutiles pour le peuple palestinien au moment où l'occupation tente de couper le choix de la résistance en imposant des engagements sécuritaires.

Gaza - CPI

09-01

1-3 Sur le terrain.

09-01

Plus de 5.000 personnes ont manifesté mercredi à Gaza contre la visite au Proche-orient de Bush, Les manifestants ont défilé dans les rues de Gaza en brûlant des effigies de Bush et d'Ehoud Olmert, ainsi que des drapeaux israéliens et américains. "Mort à l'Amérique !", scandait-on notamment dans la foule.

Certains arboraient des affiches montrant un chien en train de mordre la tête du chef de la Maison Blanche, et un jeune homme piétinant le président américain.

D'autres rassemblements ont eu lieu dans la bande de Gaza, dont une manifestation de quelque 200 partisans du Fatah de Mahmoud Abbas.

Al-Oufok

1-4 Dialogue national

09-01

Le Jihad islamique a appelé à la reprise immédiate du dialogue national qui sert l'intérêt du peuple palestinien et sa question, en soulignant que le dialogue doit parler de l'intérêt général, de la fin des désaccords et de la protection des droits et principes palestiniens.

Il a appelé les pays arabes et islamiques à exploiter leur rôle et à pratiquer des pressions afin de réaliser la réconciliation palestinienne.

Le mouvement du Jihad a insisté sur le choix de la résistance en affirmant que le programme de la résistance représente la priorité du peuple palestinien et son projet national.

1-5 Négociations.

09-07

Le premier ministre au gouvernement légal d'unité nationale, Ismaïl Haniyeh, a appelé le président français, Nicolas Sarkozy, à intervenir pour mettre fin au blocus imposé contre Gaza et arrêter les agressions israéliennes contre le peuple palestinien en affirmant que son gouvernement est prêt collaborer avec tous les efforts internationaux qui visent à renforcer la sécurité et la paix dans la région.

CPI

1-9 Action & déclaration palestinienne contre la politique colonialiste en général

07-01

L'organisme public des réfugiés palestiniens a appelé les Arabes et la communauté internationale à intervenir immédiatement pour obliger Israël à arrêter ses agressions injustes et son siège imposé au peuple palestinien et à se soumettre aux résolutions de la légalité internationale sur le retrait de tous les territoires arabes occupés et l'établissement d'un Etat palestinien indépendant dont la capitale est Jérusalem.

Dans un message adressé au commissaire général de l'UNRWA, l'organisme a affirmé que les droits palestiniens sont indiscutables, dont notamment celui au retour, et que c'est de la responsabilité du monde et des organisations internationales, en particulier l'ONU, qui avaient adoptées ce droit de l'assurer.

Sana

1-13 Déclaration et situation dans les geôles israéliennes - Prisons & tortures

05-01

M. Mechaal a évoqué le sort du soldat israélien Gilad Shalit qui avait été capturé le 25 juin 2006 par des groupes palestiniens en territoire israélien, à la lisière de la bande de Gaza. "Nous ne libérerons Gilad Shalit que si nos prisonniers sont libérés" par Israël, a-t-il affirmé.

(Al-oufok avec les agences de presse)

2 Politique Israélienne

Olmert

Olmert parlant de la visite du président Bush dans la région cette semaine, a déclaré : « Nous l'accueillerons les bras ouverts. Voici un président qui a montré une grande amitié avec Israël durant son mandat et qui a été un allié stratégique dans les questions relatives à l'économie et aux relations étrangères d'Israël ».

Al-Manar

06-01

Olmert a affirmé dimanche qu'Israël allait attaquer encore plus sévèrement.

Al-Oufok

2-2 Des Canons ... pas du beurre.

06-01

Deux jours avant une tournée de Bush dans la région, Olmert, a affirmé : 'cette attaquesur un quartier nord de la ville d'Ashkelon ! marqueune "escalade" et qu'en conséquence Barak avait ordonné une "intensification des opérations" contre les résistants de la bande de Gaza.

"Nous continuerons à réagir et nos forces lanceront des opérations pour frapper les terroristes partout à Gaza et aussi en Judée-Samarie (Cisjordanie)", a dit Olmert.

Al-Oufok

09-01

Olmert' : 'Israël continuera à répondre et à viser ceux qui sont responsables des attaques à Gaza', ajoutant que son ministre ide la guerrea déjà donné pour ordre d'accroître les opérations de l'armée dans la région.

Al-Manar

09-01

Des sources du bureau d'Olmert ont dit dimanche qu'en tirant la roquette Grad de fabrication russe sur Ashkelon, les Palestiniens « ont franchi la ligne ».

Les forces de sécurité prévoient de répondre en conséquence, et d'intensifier les opérations contre les cellules de lancements de roquettes.

Al-Manar
09-01

Des sources de la défense israélienne ont dit que l'armée israélienne ne prévoyait pas d'opération militaire de grande échelle à Gaza, bien qu'elle ait accru l'utilisation des avions de guerre.

Traduction : *manar-fr.com*

09-01

Israël projette de continuer ses raids au sol, trois kilomètres à l'intérieur de Gaza, et avec des frappes aériennes sur des combattants seniors.

Al-Manar

Traduction : *manar-fr.com*

10-01

Les israéliens ont annoncé jeudi la "levée provisoire" des sanctions imposées depuis fin octobre à la bande de Gaza concernant la fourniture de fioul.

Israël a commencé le 28 octobre à réduire l'approvisionnement en carburants au territoire de Gaza.

Suite aux sanctions israéliennes, la compagnie gestionnaire de la seule centrale électrique de Gaza a annoncé dimanche dernier qu'elle devait procéder à des coupures prolongées de courant.

Le ministre de guerre Barak a donné des consignes pour que les "fournitures de fioul en provenance d'Israël soient rétablies provisoirement au niveau de novembre", avant l'entrée en vigueur des sanctions, ont indiqué à la Cour suprême les représentants de l'Etat.

Ils ont précisé que ces fournitures s'élèveront à 2,2 millions de litres par semaine.

Dix organisations israéliennes et palestiniennes de défense des droits de l'Homme avaient introduit un recours devant la Cour suprême israélienne contre ces mesures de rétorsion, qu'elles dénonçaient comme "une punition collective en violation du droit international".

Deux des ONG israéliennes, le Centre légal pour la liberté de circulation (Gisha) et le Centre légal pour les droits de la minorité arabe en Israël (Adalah) ont jugé dans un communiqué cette décision "trop tardive et insuffisante" car en hiver, la quantité de fioul nécessaire aux besoins de la bande de Gaza est de 2,5 millions de litres/semaine.

(AFP -21h06)

2-10 Politique colonialiste israélienne. (Colonisation & colonies)

03-01

Israël envisage de construire plus de 300 nouvelles résidences à Har Homa en dépit de ses obligations en vertu de la nouvelle feuille de route pour la Paix de 2003 et les résolutions prises à la conférence d'Annapolis.

Irna

04-01

Un groupe de pacifistes palestiniens, israéliens et internationaux s'étaient rassemblés à l'entrée de la colonie illégale d'Har Homa, non loin de Bethléem, pour protester contre l'expansion continue des colonies illégales israéliennes en Cisjordanie Occupée.

La vérité est que la communauté internationale n'a jamais reconnu ces frontières qui ont été établies unilatéralement par Israël après la guerre de 1967. Le monde reconnaît que Har Homa est située sur le territoire de la Cisjordanie Occupée et qu'elle doit être incluse dans le gel des colonies.

Irna

09-01

Olmert a affirmé qu'il respecterait ses engagements concernant les colonies sauvages en Cisjordanie.

(considérées comme illégales au regard de la législation internationale.).

"Nous exigeons que les Palestiniens respectent aussi leurs engagements de mettre fin au terrorisme, et pas seulement à Gaza", a ajouté M. Olmert.

(AFP 18h20)

3 Politique Internationale des territoires occupés

1 Pays Arabes & voisins

06-01

Le Conseil de la Ligue arabe a averti des répercussions de l'ignorance, par le Conseil de Sécurité et le quartette, des violations israéliennes à l'encontre des civils palestiniens à Gaza et en Cisjordanie, appelant à la levée immédiate du blocus imposé sur la bande de Gaza.

Sana

07-01

La réunion des ministres arabes des affaires étrangères avait adopté, une résolution appelant les parties palestiniennes au dialogue pour la récupération de leur unité et à l'engagement aux résolutions prises au Caire et à la Mecque.

R.Jorf – Sana 07-01

2 Le Monde

1 Usa (le parrain)

1 Bush

11-01

George W. Bush a annoncé vendredi qu'il reviendrait en Israël en mai prochain ...

"La paix a de fortes chances, et je veux vous aider", a déclaré Bush, aux côtés d'Olmert et de Peres sur l'aéroport de Tel Aviv, alors qu'il partait pour le Koweït.

"M. le Premier ministre et M. le Président, merci beaucoup pour votre nouvelle invitation que j'accepte", a déclaré George Bush avant de monter dans l'avion présidentiel Air Force One....

2 Les institutions et leurs satellites

Onu

10-01

L'ONU s'est dite "très préoccupée" en décembre par les réductions israéliennes de carburant à la bande de Gaza, compte tenu de l'impact sur l'ensemble de la population. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) s'était particulièrement alarmée de son impact sur les services de santé.

(AFP -21h06

5 Quartette (composé des États-unis, de l'Union européenne, de la Russie et des Nations unies)

11-01

L'envoyé spécial du Quartette pour le Proche-Orient (Etats-Unis, [UE](#), [Russie](#), [ONU](#)) : Blair :

"Il est absolument possible d'avoir un accord de paix d'ici à la fin de l'année si les gens veulent que cela se produise", Mais tout accord exige des parties prenantes d'"avoir le courage de prendre les décisions difficiles pour faire des compromis difficiles".

A ses yeux, la solution de deux Etats (israélien et palestinien) "vivant côte à côte" est la seule qui vaille. Tony Blair a cependant observé que la sécurité ... d'[Israël](#) devait être garantie dans le cadre d'un accord. ...

AP

4 La lutte pour la libération dans les territoires occupés Au jour le jour

Bande de Gaza

Cisjordanie occupée par Israël depuis 1967

06-01

L'armée d'occupation s'est retirée de Naplouse, en Cisjordanie, où elle avait mené pendant quatre jours une vaste opération de raids et perquisitions tous azimuts, confinant les habitants chez eux. Selon des responsables palestiniens, plus de 40 personnes ont été blessées au cours de l'opération.

Après le départ des forces d'occupation, le gouverneur de Naplouse Jamal Muheisin a été hué par la population alors qu'il se rendait dans la vieille ville. Il a rapidement quitté les lieux.

Selon le Fayyad, l'opération visait à "faire monter la tension avant la visite de Bush", "Ils tentent de saboter les réussites de l'Autorité palestinienne dans la ville", a-t-il déclaré .

6 Les brèves

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

Marc

6-1 Adriana Evangelizt : Les Etats-Unis envisagent une force internationale intérimaire en Cisjordanie.

Alors voilà quelque chose qui nous fait mieux comprendre pourquoi le fameux Alqaïdien Adam Yahiyé Gadahn appelait à accueillir Bush avec des bombes. Les Etats-Unis préparent le déploiement d'une force internationale en Cisjordanie qui entérineraient le retrait de l'armée israélienne. Voilà une chose qui ne va pas plaire du tout aux sionistes. Attendons-nous à une recrudescence d'attentats en Irak et à d'autres trucs du même acabit. Déjà, une bombe à explosé hier au passage d'une voiture de la Finul, dans le Liban sud. D'autant que Bush est aussi en train de mettre sur pied une commission pour surveiller que les deux parties remplissent leurs obligations dont l'arrêt de la construction d'implantations. Ca doit trépigner sévère dans le Grand Kahal Sioniste. Les Etats-Unis préparent le déploiement d'une force intermédiaire pour sécuriser la région. La question de savoir comment traiter la période délicate entre le retrait des forces israéliennes de Cisjordanie **et** le moment où l'Autorité palestinienne sera en mesure de prendre le contrôle des territoires sous sa souveraineté, sera probablement abordée au cours des discussions entre le président Bush et le président de l'Autorité palestinienne jeudi 10 janvier.

L'envoyé spécial des Etats-Unis pour les questions de sécurité au Moyen-Orient, James Jones, **a été** chargé de préparer un plan d'ici 6 mois.

Plusieurs options sont prises en compte, dont le déploiement d'une force de l'OTAN ou des forces jordaniennes et égyptiennes.

James Jones était le commandant militaire de l'OTAN de 2003 à 2005.

Bush devrait également dessiner les contours d'une nouvelle commission tripartite, composée des Palestiniens et des Israéliens sous la présidence des Etats-unis, **dont la tâche sera** de surveiller que les deux parties remplissent leurs obligations définies par la Feuille de route. Pour Israël, l'arrêt de la construction d'implantations. Pour les Palestiniens, la lutte contre le terrorisme et le démantèlement des organisations

Sources [Armées.com](#)

6-2 Ismaïl Haniyeh juge les propositions de Bush "inacceptables" pour les générations palestiniennes futures.

La visite de George W. Bush prouvait sa partialité envers Israël et était néfaste pour les aspirations palestiniennes à un Etat. "Bush a donné à Israël toutes les promesses nécessaires au renforcement de son occupation (...) tout en donnant aux Palestiniens uniquement des illusions, des slogans, et des mots creux qui ne font qu'exprimer la tromperie qui a caractérisé cette visite", a déclaré Ismaïl Haniyeh à l'issue de la prière du vendredi.

Au cours de sa visite de trois jours, Bush a exhorté Israël à mettre fin à son occupation de la Cisjordanie et a souligné que le futur Etat palestinien avait le droit à la continuité territoriale. Dans le même temps, il a conforté la position israélienne sur les principales implantations juives et sur la question du retour des réfugiés.

Pour Haniyeh, les millions de réfugiés de la guerre de 1948 et leurs descendants doivent pouvoir revenir en Israël. "Ces concepts sont totalement inacceptables pour nous". "Une courte visite de quelques heures ne peut réduire ce droit historique et étrangler l'avenir de générations de Palestiniens sur la terre de Palestine".

Et de dénoncer le fait que Bush ait qualifié le Mouvement de la résistance islamique d'obstacle à la paix. "Cela plante les graines de la sédition et est une tentative de créer une atmosphère propice à des guerres intestines palestiniennes", a-t-il déclaré.

George W. Bush s'est entretenu à Ramallah avec Mahmoud Abbas. Haniyeh a mis en garde Abbas, l'appelant à ne pas "se glisser" derrière le gouvernement américain, estimant que cela pourrait mettre son pouvoir en danger.

Source : Al-Oufok

samedi 12 janvier 2008.

6-3 Olmert décide d'augmenter ses agressions militaires contre la bande de Gaza.

Le premier ministre du gouvernement d'occupation Olmert a décidé, aujourd'hui dimanche, avant l'arrivée du président américain Bush dans la région, d'escalader ses opérations militaires contre la bande de Gaza et de prendre en cible les leaders politiques des factions de la résistance, notamment du mouvement du Hamas. Olmert a dit qu'il a ordonné à Barak d'escalader les opérations contre la bande de Gaza, considérant que le bombardement contre la ville d'Askalane représente un développement dangereux.

Il a ajouté que les forces occupantes vont poursuivre leurs opérations militaires en soulignant que son gouvernement va discuter d'une proposition de 23 millions de shekels dans le cadre d'un plan qui vise à protéger les colonies sionistes installées près de la Bande.

On souligne que les agressions sionistes se poursuivent et que durant les dernières 24 heures, les forces occupantes ont tué trois citoyens palestiniens dont un adolescent âgé de moins de 17 ans, après avoir tué plus de 60 citoyens palestiniens le mois de décembre dernier.

Source : Al Oufok

6-4 Barhoum : la sécurité d'Abbas complète avec l'occupation contre les droits du peuple palestinien.

Le Hamas a averti du dangereux rôle des services de la sécurité du président de l'autorité palestinienne, Mahmoud Abbas et du gouvernement illégal de Fayyad qui multiplient leurs campagnes d'agressions contre le mouvement du Hamas, ses leaders et la résistance palestinienne en Cisjordanie.

Le porte-parole du mouvement du Hamas Fawzi Barhoum considère, que l'arrestation de Hussein Abou Kouik et de Faraj Roumana par les forces occupantes, après leur libération des prisons des services de sécurité préventive à Ramallah, représente l'échec moral, politique et sécuritaire du gouvernement de Fayyad.

Il a souligné que le gouvernement de Fayyad n'est qu'un moyen utilisé par l'occupation israélienne et la direction US contre le peuple palestinien et sa résistance légale et que ses complots confirment ses agendas US, en déclarant que le rôle dangereux du gouvernement de Fayyad vient dans le cadre de ses engagements sécuritaires visant à protéger la sécurité de l'Etat de l'occupation et à frapper la résistance palestinienne à Naplouse et en Cisjordanie.

Le mouvement du Hamas a averti que son silence face aux dangereux dépassements de l'autorité palestinienne et du gouvernement de Fayyad, qui jouent avec l'avenir du peuple palestinien, ne montre pas que le mouvement est faible.

Il a de plus appelé tous les hommes nobles du peuple palestinien et ses forces résistantes à unir leurs positions contre les séries de complots menés à l'encontre de nos leaders politiques et de nos institutions nationales entrepris pour des intérêts personnels.

CPI

09-01

6-5 Les services de renseignements: Abbas poursuit sa guerre contre le Hamas.

Les services de renseignements israélien enregistrent la guerre lancée par les services de sécurité du président de l'autorité palestinienne Mahmoud Abbas contre le Hamas en Cisjordanie, en présentant de façon quotidienne un rapport aux responsables politiques israéliens.

Des sources de presse dans les territoires palestiniens occupés en 1948 ont dit qu'un rapport des services de renseignements a souligné que l'autorité palestinienne a augmenté, lors des dernières semaines, ses activités contre le mouvement du Hamas dans les villes de la Cisjordanie.

Il a souligné que les services de sécurité d'Abbas ont arrêté plus de 250 activistes du Hamas dont des fonctionnaires d'organisations de bienfaisance en plusieurs jours.

Le rapport a enregistré toutes les activités des services de sécurité d'Abbas contre les activistes de la résistance palestinienne dans les villes de la Cisjordanie, ainsi que le nombre de citoyens palestiniens arrêtés et les armes confisquées dans chaque ville.

Selon le rapport, la majorité des enlevés sont de la ville de Naplouse, et il est indiqué qu'ils ont arrêté, depuis le 28 novembre jusqu'au 2 décembre 2007, plus de 250 activistes du Hamas dont des résistants des brigades d'Al-Qassam ainsi que des fonctionnaires. 50 autres personnes ont aussi été arrêtées durant la dernière semaine de décembre, dont 25 citoyens de Naplouse, 15 d'Al-Khalil, alors que les autres sont de la ville de Qalqilia, de Ramallah, de Jénine et de Tulkarem.

Il est à noter que les services de renseignements rassemblent leurs informations à travers l'échange d'informations avec les services de sécurité d'Abbas ou à travers leurs agents déployés dans les villes de la Cisjordanie.

Le ministre sioniste de la guerre a dit, dimanche dernier, le 6/1, lors de l'audience hebdomadaire du gouvernement sioniste, que l'Etat de l'occupation déploie tous ses efforts pour aider l'autorité palestinienne dans sa guerre contre le mouvement du Hamas.

Al-Nassera - CPI

09-01

6-6 L'Apartheid israélien s'amplifie contre le peuple palestinien.

Alors que le Fatah demande la suspension de la colonisation en Palestine occupée, l'apartheid israélien s'amplifie contre le peuple palestinien.

Le Fatah a mis l'accent sur la suspension de l'expansion des colonies de peuplement dans les territoires occupés. " Conformément au droit international, l'implantation des colonies de peuplement sioniste, en Palestine occupée est illégale", a déclaré le membre du Conseil révolutionnaire du Fatah, Mohammad al-Hourani.

Il a d'ailleurs averti que le régime d'Israël tentait de faire croire que la colonisation en Palestine occupée en Cisjordanie et le pillage des biens et des terres palestiniennes dans cette zone s'effectuait dans un cadre tout à fait légal.

Mohammad Al-Hourani a par ailleurs prôné la nécessité de mener à bien, via les voies diplomatiques, le dossier palestinien, pour qu'enfin les droits du peuple palestinien soient entre temps complètement respectés.

Et de souligner: " Le régime de Tel-Aviv ne peut jamais imposer, ses diktats au peuple palestinien. Le membre du

Conseil révolutionnaire du Fatah a en fin du compte critiqué le soutien sans ambages de la Maison Blanche à Israël, jugeant inefficace la visite du président Bush au Moyen-Orient

Téhéran - Irna

05-01

6-7 Les Gazaouis privés d'électricité huit heures par jour.

Les habitants de la Bande de Gaza vont devoir vivre sans électricité pendant huit heures par jour à compter de dimanche, ont annoncé les autorités, mettant en cause les restrictions israéliennes destinées à faire pression sur le Hamas.

Israël a diminué de moitié ses livraisons de fioul destinées à la seule centrale électrique de la Bande de Gaza, a expliqué Kanan Obeid, président de l'autorité énergétique de Gaza. Le territoire ne peut plus fournir que 35% des besoins de ses 1,5 millions d'habitants, a-t-il ajouté en annonçant l'entrée en vigueur des mesures de rationnement.

"En raison de la pénurie (...) nous avons décidé de réduire l'électricité fournie et d'installer un programme graduel, à partir d'aujourd'hui, en coupant l'électricité huit heures par jour", a-t-il ajouté.

Depuis la prise du pouvoir par le Hamas, Israël a imposé le blocus à la Bande de Gaza.

Israël fournit la totalité du carburant consommé à Gaza et 60% de son électricité. Si la Cour suprême a interdit à Israël de couper l'approvisionnement en électricité, les coupures de courant étaient déjà fréquentes, les bombardements israéliens ayant détruit les transformateurs électriques.

(06 janvier 2008 – Al-oufok avec les agences de presse)

6-8 Comment, quand on est palestinien, tirer un trait sur les humiliations quotidiennes des militaires israéliens ?

En même temps, les cadavres accumulés sont si nombreux, et les humiliations si insupportables, comment, quand on est palestinien, tirer un trait sur les humiliations quotidiennes des militaires israéliens, le viol de son territoire par des colonies juives illégales, les expéditions punitives aveugles de Tsahal.

Pour les sources palestiniennes, l'intensification des attaques de l'armée du régime sioniste contre les régions palestiniennes est à l'origine de l'échec du plan de la mise en place d'un Etat indépendant palestinien.

Ahmad Al-Taiyebi, membre de la Liste unifiée palestinienne dans les territoires occupés en 1948, a confié à la chaîne Al-Alam que le régime sioniste, en poursuivant ses implantations, en intensifiant ses attaques contre les régions palestiniennes et en confisquant les champs et terres des Palestiniens, entend faire oublier surnoisement la formation d'un Etat indépendant palestinien en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

En ce sens, Ziyad Al-Hamouri, expert des questions du régime sioniste, a indiqué, lors d'une interview avec la chaîne Al-Alam qu'avec l'aggravation des agressions israéliennes, tout le monde sait désormais que le plan du président américain, solide allié du régime d'Israël, pour la formation d'un Etat indépendant palestinien en 2008 est irréalisable car Washington observe un silence de mort devant les agressions continues du régime sioniste contre les Palestiniens.

Irna

6-9 Les ministres arabes des affaires étrangères appellent à la levée du blocus imposé sur la bande de Gaza.

07-01

M.Walid al-Mouallem, ministre des affaires étrangères, a appelé aujourd'hui à l'allègement des souffrances des Palestiniens et à la levée du blocus injuste imposé sur la bande de Gaza.

M.al-Mouallem a appelé le Conseil de la Ligue arabe à insérer ce sujet à son ordre du jour et à prendre une position unifiée vis-à-vis des crimes israéliens.

M.al-Mouallem a incité les Palestiniens au dialogue constructif pour la récupération de leurs droits légitimes.

Sana

6-10 Al-Khoudri appelle à rendre les marchandises confisquées depuis huit mois.

Le président de la commission populaire de défense contre le blocus, le député Jamal Al-Khoudri, a affirmé que les autorités de l'occupation confisquent des marchandises qui valent des centaines de millions de dollars, qui appartiennent aux commerçants palestiniens de la bande de Gaza, cela depuis plus de huit mois.

Al-Khoudri a dit, hier samedi 5/1, dans une déclaration de presse dont le Centre Palestinien d'Information a reçu une copie, que ces marchandises ont été confisquées sans aucune raison légale et en violation des droits et morales internationaux.

Il a insisté que les commerçants palestiniens qui possèdent les marchandises confisquées paient des taxes et des amendes qui augmentent leurs souffrances et dommages.

Il a ajouté que ces mesures ont frappé le travail dans les usines de la bande de Gaza.

Enfin, Al-Khoudri a dit qu'il a discuté de cette question pour confirmer l'importance du travail sérieux et immédiat à entreprendre pour trouver des solutions, et il a appelé l'occupation à rendre la marchandise le plus tôt possible.

06-01

WAFa

6-11 Les Etats-Unis accorde 40 millions de dollars à l'aide aux réfugiés palestiniens.

Les Etats-Unis ont annoncé une contribution de 40 millions de dollars (27,3 millions d'euros) à l'agence des Nations unies chargée d'aider les réfugiés palestiniens dans les camps du Proche-Orient.

Le Département d'Etat indique dans un communiqué que la contribution à l'agence onusienne chargée des réfugiés palestiniens pour le fonds général de 2008, vise à aider l'UNRWA (United Nations Relief and Word agency for Palestine refugees in the Near East ou Agence d'aide et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient) à fournir le minimum en matière d'éducation, la santé, et de services sociaux aux quelque 4,4 millions de réfugiés palestiniens enregistrés tels quels. Ils sont réparties dans des camps installés dans les territoires palestiniens, la Jordanie, le Liban et la Syrie.

La contribution américaine en 2007 atteignait les 90,7 millions de dollars (61,9 millions d'euros), et celle de 2008 "sera en rapport" avec cette somme.

Les Nations unies a créé l'UNRWA en 1948, après la création de l'Etat israélien pour prendre en charge les réfugiés palestiniens.

Chaque année, cette agence de l'ONU offre une éducation à 490.000 enfants dans plus de 650 écoles, et reçoit neuf millions de patients dans 127 cliniques et hôpitaux, indique le Département d'Etat.

(Al-oufok avec les agences de presse)

10-01

6-12 Barghouti en échange de Gilad Shalit ?

Le vice-ministre de la Défense de l'autorité d'occupation s'est dit prêt samedi à échanger Marouan Barghouti, plus important prisonnier palestinien, contre le soldat Gilad Shalit, capturé en juin 2006 par des résistants proches du Hamas et détenu depuis quelque part dans la Bande de Gaza.

Matan Vilnai devient ainsi le dernier haut responsable de l'autorité d'occupation à se prononcer publiquement en faveur de la libération de Barghouti, ancien grand patron du Fatah en Cisjordanie pendant la deuxième Intifada, et considéré comme un successeur potentiel au président palestinien Mahmoud Abbas.

Barghouti, condamné à plusieurs fois la perpétuité, reste le plus populaire des responsables politiques palestiniens. Il est considéré comme le seul susceptible d'unifier les factions palestiniennes.

"Je suis prêt à faire beaucoup pour libérer un soldat comme Gilad", a déclaré Matan Vilnai sur les ondes de la radio d'Israël. Quand on lui a demandé si cela incluerait la libération de Barghouti, il a répondu : "Marouan Barghouti sera apparemment sur la liste" des prisonniers que les Palestiniens réclameraient en échange de Shalit. "Et si nécessaire, oui, lui aussi".

05-01

6-13 Israël: défilé contre le démantèlement des colonies.

Des centaines d'Israéliens ont manifesté jeudi soir dans le centre-ville de Jérusalem-ouest contre tout démantèlement de colonies. Ce rassemblement a eu lieu à l'occasion de la visite du président américain George W. Bush dans la région.

Les manifestants ont dénoncé dans un tract "le complot qui se trame entre des chefs d'Etat étrangers et des éléments méprisables du gouvernement israélien" en vue de démanteler des colonies et de "diviser Jérusalem".

La manifestation était organisée par un comité de rabbins d'extrême-droite, résidents de colonies de Cisjordanie occupée.

Mardi, des milliers de manifestants de la droite avaient formé une chaîne humaine autour des remparts de la Vieille ville de Jérusalem afin de marquer leur opposition à toute concession territoriale. "Bush, lisez votre Bible: Dieu a donné la terre d'Israël au peuple juif!", pouvait-on lire sur des pancartes en anglais brandies par les manifestants, des jeunes pour la plupart, rassemblés sous une pluie battante.

Le président américain George W. Bush, qui effectue depuis mercredi une tournée régionale, a appelé jeudi à la fin de l'occupation israélienne des territoires palestiniens pour permettre la création d'un Etat palestinien moyennant des ajustements frontaliers agréés.

11 janvier 2008 Edicom

<http://www.edicom.ch/fr/news/international/israel-defile-contre-le-demantelement-des-colonies> 1188-4785109

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

7-1 Point de vue de Marie-Ange Patrizio : Bush et l'Autorité.

"Bush s'attaque aux droits des Palestiniens et l'Autorité Palestinienne s'attaque à son propre peuple"

"Entre 15 et 25 personnes ont été arrêtées et une vingtaine d'autres ont été blessées lors d'une charge des forces de l'Autorité Palestinienne (AP) contre une manifestation qui manifestait contre le président américain, Bush, à Ramallah, à coups de matraques et de jets de gaz irritant".

Déclaration de la Campagne populaire palestinienne contre le Mur d'apartheid :

(...) "Et ce qui s'est répété aujourd'hui, ici, confirme ce que nous savions déjà. Cette répression n'est pas un incident isolé, provoqué par des circonstances politiques exceptionnelles. C'est désormais la politique de l'Autorité palestinienne. La transformation d'un mouvement de libération populaire en oppresseur, avec la complicité des puissances coloniales est maintenant en cours d'achèvement.

Pendant qu'Abbas se trouvait et discutait avec les plus proches alliés de nos oppresseurs, ses hommes se déployaient dans les rues pour taper et lancer des lacrymogènes sur ceux qui exprimaient leur désaccord.

Maintenant, on sait clairement avec qui se tient Abbas : pas avec son peuple, le peuple de Palestine qu'il est censé représenter. Il se tient avec Bush, et dans sa vision, le peuple palestinien est un peuple pacifié, dans des cages. Dans leurs déclarations publiques aujourd'hui, Abbas et son gouvernement se réfèrent à l'occupation comme à « un obstacle pour la paix », mais ils refusent de parler de sa véritable nature : c'est un crime contre l'humanité, elle est illégale, le mur est un outil de l'occupation et s'intègre à la vision qui commence à se mettre en place pour le peuple palestinien.

Abbas n'a fait aucune référence au droit au retour, aucune référence aux résolutions des Nations unies, aucune référence au droit international. Il semble que son premier souci ne soit pas l'occupation, mais la résistance permanente du peuple.

lire l'article sur Info-Palestine et d'autres réactions à la piètre tournée de Bush dans la région sur

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=3578 ;

Diffusé par la liste [Stop the Wall](#) - tiré de l'article <http://stopthewall.org/latestnews/1...> - traduction : JPP

Bonne journée

m-a

10 janvier 2008

7-2 Point de vue de Hamdan : une coopération payée au congrès de Paris entre la sécurité d'Abbas et de l'occupation.

Le membre du bureau politique du mouvement Hamas, Dr Oussama Hamdan a affirmé que les compagnes d'arrestation exécutées par les forces de l'occupation israélienne et les services de l'autorité contre les citoyens palestiniens, notamment les leaders, éléments, partisans et dirigeants de la résistance nationale prouvent clairement le niveau de coopération sécuritaire entre ces deux côtés.

Il a ajouté que ces services sécuritaires du groupe d'Abbas et de Fayyad ne servent plus la question du peuple palestinien et sa résistance. Au contraire, ils s'engagent contre les intérêts suprêmes des Palestiniens.

Hamdan s'est interrogé lors de son communiqué de presse, le mardi 8/1, dont le Centre Palestinien d'Information a reçu une copie : "Comment pouvons-nous expliquer l'absence de ces services durant les incursions sauvages continuelles contre les citoyens palestiniens, comme cela a été le cas dans la ville de Naplouse, alors qu'ils se précipitent pour enlever ou faciliter l'arrestation des résistants après l'échec des autorités sionistes à les capturer ?"

Le dirigeant du Hamas a souligné que les services sécuritaires du groupe d'Abbas et Fayyad (dirigé par Keith Dayton) ont enlevé, le dimanche 6/1, les deux dirigeants Houcine Abou Kouik et Faraj Roumana en Cisjordanie, qui ont été arrêtés, le mardi 8/1, par les forces occupantes après leur libération des prisons des services de sécurité de l'autorité, chose qui prouve la coopération très forte entre les services sécuritaires israéliens et palestiniens.

Hamdan a souligné que cette collaboration sécuritaire vient pour affirmer le maintien du groupe de l'autorité palestinienne (Abbas-Fayyad) aux conditions israélo-américaines afin d'accomplir leur guerre ouverte contre les principes du peuple palestinien et sa résistance, tout en soulignant que les sommes présentées lors du congrès de Paris ne sont pas offertes pour le bien ou l'intérêt du peuple palestinien, mais pour que le groupe de Fayyad mène la guerre contre la résistance et renonce aux droits et principes palestiniens.

Hamdan a averti fortement de ces engagements de complots de ce groupe, tout en condamnant les coopérations sécuritaires avec les Sionistes. Il a affirmé que l'autorité palestinienne se trompe, car ses dirigeants croient qu'ils vont profiter de l'appui de l'occupation au moment où cette entité confisque plus de biens et droits du peuple palestinien, annonce la construction de nouvelles colonies lors de ces négociations israélo-palestiniennes, malgré les déclarations d'Abbas qui a annoncé qu'Olmert lui avait promis d'arrêter la construction de nouvelles colonies, alors que ce dernier se contredit en annonçant, 48 heures plus tard seulement, qu'il va étendre d'autres colonies.

Le leader du mouvement du Hamas a indiqué que ce groupe d'Abbas a reçu une nouvelle claque après que le président américain a refusé, lors de son programme de visite prévue dans la région, de poser des fleurs sur la tombe de Yasser Arafat.

À la fin de sa conférence de presse, Hamdan a appelé les éléments des services sécuritaires à comprendre la vérité de ces dangers et à refuser les engagements non patriotiques, tout en les exhortant à faire face aux crimes de l'occupation et à affronter les forces sionistes en compagnie de la résistance palestinienne qui lutte fortement pour protéger les droits et les principes palestiniens.

Beyrouth-CPI

09-01

7-3 Point de vue de Amira Hass : Un sujet d'agacement pour la Sûreté Générale israélienne.

Il y a environ un mois, le Dr Moustapha Barghouti avait été invité au consulat d'Italie à Jérusalem pour y recevoir, lors d'une cérémonie spéciale, une distinction honorifique du gouvernement italien. Le consulat avait adressé aux autorités israéliennes des demandes d'autorisation d'entrer à Jérusalem pour Moustapha Barghouti et pour 14 autres invités – membres de la famille et amis. Le consulat avait ensuite été informé de ce que 14 permis étaient accordés. Le seul à ne pas en recevoir était Moustapha Barghouti lui-même. Il raconte cela en riant.

Depuis mars 2007, avec l'instauration du gouvernement palestinien d'union nationale, Barghouti, médecin de profession, n'a pas obtenu de l'Administration civile d'autorisations d'entrer dans la Bande de Gaza. Barghouti, membre du Conseil législatif pour la liste de « l'Initiative Nationale » qu'il a lui-même fondée, était Ministre de l'Information dans cet éphémère gouvernement d'union. Cela fait trois mois qu'il ne reçoit pas non plus de permis d'entrer à Jérusalem. Il estime à 12 ou 13 le nombre de ses demandes de pouvoir entrer à Jérusalem. C'était la plupart du temps à l'invitation de diplomates européens et ce sont ceux-ci qui introduisaient les demandes. Une fois, cela a été le député au Parlement israélien Ophir Pines.

La Sûreté Générale [*Shabak ou, anciennement, Shin Bet* - ndt] a fait savoir en réponse à « Haaretz », que « Moustapha Barghouti était interdit d'entrée en Israël et cela, entre autres raisons, à cause de ses liens avec des militants du terrorisme et à cause de son activité en faveur d'une organisation terroriste, et sans rapport avec son appartenance à la liste de "l'Initiative Nationale" au sein du Conseil législatif. »

Comme dans des milliers d'autres cas de personnes privées de leur liberté de mouvement, la Sûreté Générale semble parler à mots couverts. Elle n'hésite pas à livrer une réponse standard, partant du postulat qu'au sein de la société juive israélienne, la majorité l'appuie et est persuadée que ce qui guide la Sûreté, ce sont des considérations purement professionnelles liées à la sécurité, que les officiers de la Sûreté Générale sont dénués de mobiles personnels, qu'ils ne sont pas influencés par les clins d'œil de l'échelon politique et qu'il ne se peut pas non plus qu'instruction ou conseil leur soit donné d'ajuster le prétexte sécuritaire sur le dessein politique. En Israël, la plupart des gens sont persuadés que si quelqu'un ne reçoit pas un permis de déplacement, cela signifie que la Sûreté Générale dispose de preuves solides du danger qu'il représente.

Serait-ce par un cafouillage de la Sûreté Générale et de l'armée israélienne que Barghouti circule librement entre Jénine et Naplouse, à Ramallah, ou Hébron, comme des dizaines de milliers d'autres personnes « interdites pour raison de sécurité » ? Car que peut conclure le profane ? Qu'un homme qui « milite en faveur d'une organisation terroriste », il y a lieu de l'arrêter, au moins pour interrogatoire. Or Barghouti n'a pas été arrêté, pas même lorsqu'à l'occasion du Ramadan, il a tenté d'entrer à Jérusalem dans le cadre de l'autorisation accordée aux plus de 50 ans : il a été retenu pendant trois heures au barrage et renvoyé d'où il était venu, alors même qu'il « milite dans une organisation terroriste ».

Les permis de déplacement sont, pour le patron israélien, une façon de dire à des personnalités palestiniennes, qui il a envie d'honorer. Qui a une politique tolérable, convenable ou insupportable. Indépendamment de la faiblesse électorale de « l'Initiative Nationale » de Barghouti, les thèmes associés à son nom sont clairs et populaires : Hamas et Fatah doivent descendre de leur arbre, réparer les erreurs graves qu'ils ont commises ces derniers mois et revenir sur la voie de l'unité afin de combattre l'occupation. La lutte populaire – le long de la clôture de séparation, face aux colonies, contre les routes de l'apartheid – est le moyen efficace, qui implique toute la société. Vendredi passé, Barghouti a participé, avec des centaines de militants palestiniens et une centaine de militants israéliens, à une manifestation contre la route 443, fermée aux Palestiniens.

Les journalistes étrangers multiplient les interviews de Moustapha Barghouti, pour sa facilité de parole; et c'est l'homme qui va donner des coups d'épingles dans les ballons gonflés d'un faux optimisme portant sur l'avancée des négociations, après qu'Ahmed Qorei et Tzipi Livni sont parvenus à établir quelques règles pour les réunions de la commission qui devra discuter des « questions centrales ». Les messages de Barghouti viennent brouiller le nouveau cursus de domestication qu'Israël essaie de faire passer aux dirigeants de l'Autorité Palestinienne, et dont la leçon principale est : comment alimenter la fracture avec le Hamas et comment gober les colonies. C'est ce qui fait de Moustapha Barghouti un sujet d'agacement pour la Sûreté Générale.

Amira Hass

Haaretz, 8 janvier 2008

www.haaretz.co.il/hasite/spages/942521.html

Version anglaise : A thorn in the Shin Bet's side - www.haaretz.com/hasen/spages/942496.html

Traduction de l'hébreu : Michel Ghys

7-4 Point de vue de Michel Bôle-Richard : La justice militaire israélienne accusée de bafouer les droits des Palestiniens.

Depuis l'occupation de la Cisjordanie par Israël en 1967, les tribunaux militaires ont jugé plus de 150 000 Palestiniens en ignorant, la plupart du temps, les règles élémentaires de justice et des droits de l'homme, selon le rapport publié, dimanche 6 janvier, par l'organisation Yesh Din, intitulé "Poursuites d'arrière-cour". Pendant plus d'un an, des membres de cette ONG ont assisté à plus de 800 audiences. Ils ont dressé un bilan atterrant de la justice militaire dans les territoires occupés.

Selon les chiffres fournis par les autorités militaires, sur 9 123 cas examinés en 2006, seules 23 personnes déférées ont été reconnues innocentes, laissant planer le doute sur le respect du principe de la présomption d'innocence et sur les conditions d'examen des dossiers. Partant de 118 procédures, Yesh Din a établi que la décision de maintien en détention était acquise en moyenne au bout de 3,4 minutes et que la reconduction de l'emprisonnement était en moyenne expédiée en 1,54 minute. "Il faut en général deux minutes pour envoyer quelqu'un en prison avant que la procédure d'enquête soit terminée", indique le rapport.

La justice militaire est directement mise en accusation. Les tribunaux militaires ne respectent pas la publicité requise pour toute procédure judiciaire. Et les personnes poursuivies ne sont souvent pas informées des charges qui pèsent contre elles car elles sont formulées en hébreu et ne sont pas traduites. Les avocats palestiniens doivent batailler pour accéder aux dossiers et voir leurs clients incarcérés en Israël, car ils ont besoin d'un permis pour se rendre dans l'Etat juif.

De plus, "la législation sécuritaire n'impose aucune restriction sur la durée de détention pendant le temps de l'enquête jusqu'à l'inculpation, et de l'inculpation jusqu'à la traduction en justice. La seule limite fixée à partir de l'inculpation est une durée de deux ans". Une personne appréhendée peut ainsi rester plusieurs années en prison avant d'être condamnée.

"Fin 2006, 1 800 prisonniers environ étaient détenus jusqu'à un an et 189 depuis plus d'un an. Sur les 9 123 cas examinés en 2006, seuls 130 dossiers avaient été clos au bout d'un an". Dans 95 % des affaires, note le rapport, les affaires se terminent par un arrangement car "les prévenus préfèrent trouver un moyen terme plutôt que d'affronter des juges militaires". Pour les justiciables, les procès sont en effet tardifs et aléatoires. Dans 35 % des cas, la traduction est partielle et dans 5 %, il n'y en a pas du tout.

Les mineurs ne sont pas épargnés : selon les lois sur la sécurité, la majorité commence en effet à 16 ans. Yesh Din reproche à la justice militaire de condamner les adolescents comme des adultes en tenant compte de leur âge au moment de la condamnation et non des faits. Yesh Din estime qu'ils représentent entre 4 % et 6 % du total des détenus. Pour les auteurs de l'enquête, "la justice militaire ne respecte pas les principes fondamentaux des lois internationales".

Les autorités militaires contestent, de leur côté, la méthodologie utilisée dans l'enquête, estimant qu'elle repose sur des erreurs d'interprétation et une méconnaissance du système judiciaire militaire qui observe "un équilibre judiciaire entre les considérations de sécurité et les droits de l'homme

Michel Bôle-Richard

Le Monde, 7 janvier 2008

<http://www.lemonde.fr/web/article/0,1-0@2-3218,36-996528@51-891944,0.html>

7-5 Point de vue de Fred Schlomka : La guerre feutrée d'Israël.

Les terres bédouines dans le sud d'Israël sont confisquées pour faire place à de nouvelles communautés juives. Mais la colère couve, elle pourrait bien éclater et Israël se trouver confronté à un soulèvement bédouin, une Intifada à l'intérieur de l'Etat.

Alors que Ehud Olmert et Mahmoud Abbas étaient en train de magouiller à Annapolis, plusieurs ministères du gouvernement israélien et des organismes de sécurité déployaient leurs moyens combinés pour une vaste opération sur le désert du Néguev, au sud d'Israël. Alors que les yeux du monde étaient fixés sur la Cisjordanie et la bande de Gaza, Israël était en pleine campagne pour achever le déplacement d'Arabes palestiniens, qui sont aussi des citoyens israéliens.

La cible, ce sont les Bédouins indigènes ; leurs terres sont requises par l'Etat afin de terminer la mise en œuvre d'un plan d'ensemble sur le Néguev. Le plan relègue les Bédouins dans des enclaves/ghettos et attribue d'immenses étendues de territoires pour l'expansion de banlieues et de communautés agricoles juives. Le Néguev est la dernière frontière à l'intérieur d'Israël, la dernière parcelle de terrain, dans l'Etat, restant en grande partie non exploitée. Israël a pratiquement terminé le démembrement des terres palestiniennes dans le centre et le nord du pays, et maintenant, il consolide la « rédemption juive » dans le désert, au sud.

Ces terres bédouines sont convoitées par le Fonds national juif (FNJ) qui a conçu des projets pour installer un grand nombre de Juifs dans le Néguev. Pour faire place aux nouvelles communautés du FNJ, les villages « non reconnus » d'A-Tir, Um Al-Hiran et Twail Abu Jarwal ont été rasés en 2007, dans des opérations à caractère militaire impliquant d'importantes forces de la police et de l'armée, déplaçant des centaines de familles. Le ministre de l'Intérieur a également envoyé des avions à pulvérisateur de pesticides pour empoisonner les champs bédouins avec des herbicides à large spectre. La Green Patrol, une unité paramilitaire qui est crainte, dépendant du ministère de l'Agriculture, mène ces opérations.

Il y a plus de 150 000 Bédouins dans le désert du Néguev, avec des droits territoriaux bien établis remontant à l'ère ottomane. Pourtant, dès la fondation de l'Etat en 1948, le gouvernement a commencé à saisir les terres et à déplacer les Bédouins vers toujours de moins en moins de territoires, tout en attribuant les aides de l'Etat à l'expansion de nouvelles villes et implantations agricoles, exclusivement juives. Bien que les Bédouins aient obtenu, par la suite, la nationalité d'Israël, ils sont restés sous le régime de l'armée jusqu'en 1966.

Cela pourrait coûter très cher

Par voie législative et divers mécanismes juridiques, l'Etat a décrété que l'occupation par les Bédouins de leur propre terre était illégale et ainsi, les tribunaux ont pu rendre des décisions de démolitions de maisons et d'expulsions de leurs habitants. Le FNJ, dans son *Projet pour le Néguev*, vise à créer 25 nouvelles villes dans le Néguev durant les prochaines années et installer 250 000 nouveaux résidents juifs dans la région, d'après le site du FNJ. Il plante des forêts aussi sur le territoire bédouin, comme la Forêt de l'Ambassadeur, sur les terres de la tribu Elokbi, au nord de Be'er Sheva.

On ne prendrait jamais de telles mesures à l'encontre de citoyens juifs d'Israël, lesquels profitent du droit de vivre presque partout dans le pays, dans un luxe relatif, pendant que les Bédouins sont relégués sur des vestiges ridicules de leur patrimoine. Ce racisme institutionnel est alimenté par des dons, déductibles d'impôt, venant des USA.

Les Bédouins ont une longue et fière tradition en tant que peuple. Aux premières décennies de l'Etat, ils ont prêté serment d'allégeance à Israël, ils ont envoyé leurs fils à l'armée et s'attendaient au respect qu'ils méritaient. Il ne leur en a été témoigné aucun. Au lieu de cela, l'Etat a poursuivi sa mission au service des intérêts des seuls citoyens juifs avec, comme résultat, que, seuls, quelques rares Bédouins servent encore aujourd'hui dans les Forces de défense israéliennes. Le coût pourrait en être élevé. Les dirigeants bédouins ont lancé des avertissements, car la colère couve et pourrait bien éclater, et Israël pourrait alors se trouver confronté à un soulèvement bédouin, une Intifada à l'intérieur de l'Etat. Peut-être est-il temps, pour l'Etat d'Israël, de se transformer en une démocratie au profit de tous ses citoyens et ce, avant qu'il ne soit trop tard.

Fred Schlomka

Ynet, 6 janvier 2008

* Fred Schlomka est un homme d'affaires israélien. Il est membre de l'ICAHD (le Comité israélien contre les démolitions de maisons, de Jeff Halper). Il a adhéré en 2003 à la *Echoing Green Foundation* et il est le fondateur des *Mosaic Communities* en Israël.

<http://www.ynetnews.com/Ext/Comp/ArticleLayout/CdaArticlePrintPreview/1,2506,L-3490720,00.html>

(Traduction de l'anglais : JPP, Info-Palestine.net)

8 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

8-1 Des journaux du Golfe critiquent sévèrement Bush avant son arrivée.

Quelques heures de son arrivée dans le Golfe pour une visite dans quatre monarchies alliées des Etats-Unis, plusieurs journaux locaux ont sévèrement critiqué vendredi le président américain George W. Bush, notamment à propos de l'Iran.

"Monsieur le Président, la région a besoin d'initiatives intelligentes, pas de bombes intelligentes", affirmait le journal koweïtien Al-Raï dans un éditorial de première page.

M. Bush était attendu dans l'après-midi à Koweït en provenance d'Israël. Il doit ensuite se rendre samedi à Bahreïn, dimanche dans les Emirats arabes unis et lundi en Arabie saoudite.

Le Golfe "a besoin de technologie intercontinentale, pas de missiles balistiques. Il a besoin d'accords scientifiques, économiques, financiers et commerciaux, pas de contrats d'armements", poursuivait le journal.

Pour sa part, le quotidien émirati Al-Khaleej affirmait dans un éditorial que l'Iran constituait "la cible" de la tournée de M. Bush, "car il constitue 'une menace pour la paix mondiale', comme il dit".

"Il essaie donc de transformer le conflit israélo-arabe en un conflit arabo-iranien, puisque Israël, puissance nucléaire armée jusqu'aux dents avec des armes de destruction massive, qui est agressive, expansionniste, raciste et est un hors-la-loi international ne menace pas la paix mondiale", poursuivait ce journal basé dans l'émirat de Charjah.

M. Bush a déclaré avant son départ de Washington que sa tournée au Proche et Moyen-Orient, la première de sa présidence, avait pour but de promouvoir la paix entre Israël et les Palestiniens et de contenir les "ambitions agressives" de l'Iran, voisin des monarchies arabes du Golfe.

11.01.08 | 11h47

<http://www.lemonde.fr/web/depeches/0,14-0,39-33865252@7-58,0.html>

5 Annexe - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

9-1 Convergence des Causes : Rice déclarée ennemie d'Israël.

Bush va visiter les Lieux Saints de la Chrétienté en Palestine ce 9 janvier et rencontrer le Premier ministre de l'entité sioniste.

Les dépêches insistent sur le fait que la rencontre sera bilatérale et exclusivement bilatérale.

Mahmoud Abbas, le préposé à la liquidation de la question palestinienne devra se contenter de son rôle de mercenaire cantonné dans son office de policier subalterne qu'il n'est pas séant de convier à la table de ses maîtres.

Après tout, l'occupant a toujours décidé seul des inflexions et de la modalité précise du long cheminement qui a mené de la paix séparée avec l'Égypte au processus de « négociations » institué à Madrid puis Oslo. L'un des ingénieurs d'Oslo a conçu la machinerie d'Oslo et ses effets rhétoriques pour deux fonctions. D'une part faire porter le poids économique de l'occupation à des pays tiers, comme l'Europe, et par ailleurs entretenir l'illusion d'un dialogue pour une paix entre deux peuples. Il s'agit d'une colonisation pure et simple, militaire, résultant d'une complicité mondiale active financière et médiatique du gouvernement mondial occidental et de ses vassaux les régimes arabes corrompus.

Cette machinerie a généré et établi des interlocuteurs palestiniens qui prêtent leur collaboration à cette fiction.

Ils sont une des pièces qui a escamoté le problème colonial de la scène internationale et ont permis qu'il ne soit plus traité comme il le devrait, comme avaient été examinés en leur temps tous les problèmes d'indépendance au lendemain de la seconde guerre mondiale, par les instances idoines de l'ONU.

Les victimes de la colonisation israélienne dénuées de représentants qui portent leur cause haut et fort sont livrées pieds et poings liés à leur occupant et aux alliés de leur occupant au cours de nombreux simulacres ces trente dernières années. Le dernier en date à Annapolis n'a pas fait l'exception. L'ONU ne joue plus que le rôle superfétatoire d'observateur qui n'a aucune action ni déclaration contraignante vis-à-vis de l'occupant colonialiste. Non que l'ONU soit un acteur totalement impartial mais pour l'heure les peuples ne disposent d'aucun autre instrument qui figurerait le droit international. Les néoconservateurs avaient mission avec Bolton de mettre fin à son existence et de substituer progressivement les missions de paix des casques bleus par les forces de l'OTAN. Ce coup de force pour l'instant n'a pas encore réussi.

Les Palestiniens n'ont en effet aucun intérêt à ce que soit enterrée l'institution internationale qui avait « proposé » -et elle ne pouvait que proposer n'ayant pas mandat de prendre des terres à un certain peuple pour les attribuer à un autre- le plan de partage en 1947 qui a émis des résolutions reconnaissant le droit universel au retour des réfugiés.

L'effet probable de cette visite de Bush sera de tenter de renforcer la position de Yehudi Olmert au sein de l'actuelle coalition. Il y est plus que malmené en raison du revers infligé par le Hezbollah en juillet août 2006. Sans compter ses nombreuses implications dans des affaires avérées de corruption car ce sont les us et coutumes devenues classiques des leaders israéliens. L'extrême droite raciste, plus qu'avouée, revendiquée, de Liebermann impose sans grande difficulté l'armée d'occupation qui assassine les Palestiniens au titre qu'ils sont ataviquement des cafards terroristes et interdit que soit jamais abordée la question taboue des frontières de l'entité. Cette dernière doit être sans limite et l'hypothèse ténue de l'existence d'un éventuel État palestinien est exclue.

Les sionistes « raisonnables », les héritiers des Pères fondateurs, savent qu'il faut maintenir un minimum de couverture médiatique à usage de l'opinion publique internationale pour perpétuer leurs crimes sans qu'ils ne soient pointés trop aisément de ce qu'ils sont, des usurpateurs racistes à mettre au ban de l'humanité.

Ils savent aussi que les US(a) voient de manière lente mais progressive et irréversible leur poids décroître dans la région.

Le modelage du Moyen Orient selon les vœux des néoconsionistes a échoué.

La destruction de l'Irak n'a pas conduit à une cascade de transformation de tous les pays de la région en mini-territoires ethniques ou claniques satellites d'Israël.

Les entités telles que dessinées par la fin de l'empire ottoman et les décisions des puissances impérialistes victorieuses des deux guerres mondiales avec toutes les aberrations de frontières artificielles qui en ont résulté persistent.

Le Liban résiste à sa balkanisation.

La Syrie n'a pas essuyé directement le feu des US(a) et d'Israël.

Et surtout l'Iran ayant noué des liens très serrés avec son voisin russe et s'étant projeté commercialement et énergétiquement vers les pays du Pacte de Shanghai a réussi à détourné pour l'instant la menace d'une attaque toujours brandie comme imminente. Bien plus, les États arabes du golfe et l'Arabie Séoudite si prompts à financer les expéditions militaires contre toute cible désignée par leurs maîtres étasuniens ont refusé cette fois que leurs territoires ne servent de base militaire.

Pour plusieurs raisons.

Les US(a) ont exposé à nu leur faiblesse en Irak et ne peuvent plus être vécus comme des protecteurs infaillibles.

À chaque flambée du prix du brut initié par les spéculateurs et les majors en raison d'un comportement politique aventureux et facteur d'instabilité des US(a) eux-mêmes, ces derniers intiment un ordre impossible à tenir d'augmenter et d'augmenter encore la production du pétrole puisque le pic de production a déjà été atteint.

Les précédentes guerres financées par les Arabes pour imposer l'hégémonie étasunienne ont déstabilisé leurs économies fragiles et dépendantes d'une rente. Elles les ont versés dans le pool des pays à fort endettement et finalement à structure sociale fragilisée avec une couche de la population nettement défavorisée capable de s'insurger contre un ordre théocratique-monarcho-despotique.

Enfin, les fortunes personnelles considérables de ces quelques familles sont libellées en dollars. Le dollar en chute libre les dépouille de leurs avoirs gargantuesques.

Les dépôts dans les banques étasuniennes gelés aux US(a) après le 11 septembre ont plus qu'irrité quelques émirs ou cheikhs.

L'Iran a réussi après une activité diplomatique intense à faire valoir le profit que les Arabes pourraient tirer d'une coopération commerciale et technologique avec lui.

C'est précisément de cela qu'il sera question à Tel Aviv entre Bush à la fin de son règne calamiteux et un Olmert en très fort discrédit chez les Israéliens-juifs car les Arabes ne sont pas comptabilisés dans l'État raciste comme des vrais citoyens.

Les US(a) incapables d'avoir la main sur seulement une partie de l'Irak même en payant des chefs de tribus sunnites, mal en point en Afghanistan au point d'être avancés dans des négociations éventées avec les Talibans vont aborder les années qui viennent avec des difficultés énormes à affirmer leur suprématie militaire.

La flotte aérienne manque cruellement d'avions de combat fiables. Les F15 sont cloués au sol pour vieillissement de leurs structures et carcasses et de leur surutilisation dans des conditions non « prévues » par le constructeur.

Les tankers de ravitaillement (700 unités) ne valent pas mieux en terme d'obsolescence ;

Les missiles Patriot sont d'une imprécision qui risque de devenir légendaire.

La Russie est capable de fournir des avions de combat d'une efficacité, d'une maniabilité et d'une fiabilité à un coût bien inférieur à ceux des Complexes militaro-industriels étasuniens et européens. Elle grignote y compris avec ses tanks leurs marchés traditionnels.

Elle n'entend pas laisser installer des bases anti-missiles en Pologne et en Tchéquie, réduisant le niveau de pénétration OTANesque dans son flanc.

De l'autre côté de l'Asie, les Chinois ont développé de quoi rendre inaccessible leurs eaux territoriales aux porte-avions étasuniens. Taïwan n'est désormais plus l'avant-cour pour les jeux étasuniens en Asie. Sous-marins à propulsion nucléaire hyper-furtifs et missiles anti-satellite rendent quasi-impossible la violation du territoire chinois. De cela, les deux compères-complices Us-Israël pourront méditer plus que de la divulgation du rapport des 16 agences de renseignement étasuniennes.

Ni l'un ni l'autre n'ont la hauteur de vue suffisante pour apprécier le nouveau paysage terrestre issu des adeptes de Karl Strauss.

La croissance mondiale, si elle était au rendez-vous, serait une résultante des dépenses chinoises, 150 milliards de dollars par an, et indiennes, 500 milliards en cinq ans, pour la construction d'infrastructures nationales. Les investissements publics de pays refoulés en périphérie dans la représentation du monde occidental sont là au premier plan par une volonté politique nationale ambitieuse qui ne laisse pas le marché décider « spontanément » de tout. Les fonds souverains indonésiens et arabes sollicités pour recapitaliser les banques occidentales, même s'ils ont été captés pour une opération de vaste escroquerie, consentie par les prêteurs car quoi faire d'autre de telles masses de dollars sans valeur réelle en leur possession, réalisent une inversion des flux de capitaux de l'Orient musulman vers l'Occident chrétien par rapport au 19ème siècle. À l'époque les efforts de modernisation de l'empire ottoman, construction de voies ferrées et dépenses somptuaires inconsidérées, avaient permis la main mise des puissances prêteuses sur les budgets nationaux, précédant de peu la vague de colonisation ayant débuté par la mise sous protectorat de l'Égypte en 1882 par l'Angleterre.

Mme Condezza Rice dit-on a chuchoté son mécontentement du traitement méprisant qui lui fut infligé par les bellicistes israéliens en août 2006. Elle aurait ressenti de la compassion pour les Palestiniens victimes d'un certain « apartheid ». Elle a l'âge de se souvenir des lois raciales aux US(a) qui obligeaient les Nègres à emprunter des bus différents des Blancs.

Elle a vécu la discrimination raciste en Alabama et c'est exactement ce que vivent les Palestiniens avec en plus les incursions militaires incessantes, par blindés ou avions, et les humiliations des check points. Pour ce ressenti, elle est devenue l'ennemie des Israéliens.

Convergence des Causes

8 janvier 2008

9-2 Azmi Bishara : Annapolis : La farce après la tragédie.

La brillante idée de Bush d'organiser une conférence de paix dénuée de sens et de lustre est comme un de ces orages secs qui n'apportent pas la pluie attendue.

L'administration américaine avait besoin de quelque chose pour prouver que sa politique à l'égard de la région arabe n'était pas un échec radical. Et elle n'a rien trouvé de mieux que de remettre en scène la conférence de paix de Madrid manigancée par James Baker, secrétaire d'Etat sous Bush père. Pour une raison ou pour une autre, les Républicains tiennent la politique de Bush Sr et Baker après la guerre au Koweït pour une réussite digne de commémoration et d'émulation. Nous avons donc aujourd'hui une conférence qui a conduit les Arabes à Washington, ivres de gratitude pour sa Grâce Impériale de porter ainsi, une fois encore, son attention sur la cause palestinienne.

Au fil des années, les dirigeants arabes et leur entourage ont adopté des termes et des concepts comme « le processus de paix », « le processus », « la priorité (haute ou basse) que l'administration américaine a accordé à la cause palestinienne », « donner une impulsion aux efforts diplomatiques », et même « la vision de Bush ». Ce que tous ces termes et ces concepts ont en commun, c'est d'être disséminés comme des valeurs positives en elles-mêmes, par leur capacité à inspirer l'espoir et à remuer des eaux stagnantes. Une autre de leurs vertus

communes tient dans leur capacité à mettre l'essentiel hors jeu et à promouvoir une vénération de la forme (le « processus » et la « priorité à l'agenda »). Elles présument également l'amnésie totale et récurrente du public pour tout ce qui touche à l'histoire même de ces termes que leurs instigateurs ne se lassent jamais de répéter. Quant à ceux qui s'aventurent à demander « mais pourquoi ? » et « à quelle fin ? », ils s'entendent railler pour leur babillage enfantin et naïf.

Les conférences internationales sont des événements historiques, il est vrai. Mais comme le faisait remarquer Karl Marx à propos de Napoléon III, certains événements historiques adviennent pour ainsi dire deux fois : la première fois comme tragédie, la seconde fois comme farce.

Madrid a planté le décor pour la formulation de pistes de négociation et pour la tragédie d'Oslo dont la cause palestinienne est toujours l'otage. Avec Annapolis, le rideau s'est levé sur une farce. Les gens ont d'abord pensé qu'il s'agirait d'une conférence, avant d'apprendre qu'il s'agirait d'une réunion.

Puis cela s'est annoncé comme une « rencontre » et finalement comme une inauguration d'un processus de paix, autrement dit un processus de négociation. Mais Madrid aussi s'était avéré être l'inauguration d'un processus de négociation. Combien d'inaugurations de processus de négociation peut-il y avoir ? Combien de fois de pompeux discours enjolivés de citations de la Torah, incrustés de versets coraniques, émaillés de références à « notre père commun, Abraham » et aux demi-frères Isaac et Ismaël, doivent-ils être délivrés dans des salles spécialement préparées, climatisées, bondées de délégations et de journalistes, n'attendant rien, mourant d'ennui et passant leur temps à se demander comment ils vont bien pouvoir remanier les divagations les plus mornes et les plus anodines en des discours qui furent « profonds », « cohésifs », « éloquents » et autres ? Qu'ont fait les Arabes depuis Madrid jusqu'à ce jour ? Ils ont négocié. Pourquoi nous faut-il une autre orgie de rhétorique pour introduire toujours plus du même ?

Je ne le sais pas plus que vous. Bien sûr, certains soutiennent que cette fois, les négociations sur la création d'un Etat palestinien seront sérieuses, que nous inaugurons une phase sérieuse dans les négociations, que ce que nous verrons dans les huit mois à venir fera paraître toutes les négociations qui ont eu lieu jusqu'ici comme un jeu d'enfant. C'est en tout cas ce que les négociateurs palestiniens se sont promis, même si Olmert contrecarre cette promesse par la promesse qu'il ne sera tenu par aucun calendrier ni aucune échéance pour la conclusion de négociations sur une solution définitive.

Les Palestiniens et les Israéliens ne sont parvenus à aucune entente autour du statut de Jérusalem, des frontières ou du démantèlement des colonies israéliennes.

Sur le droit palestinien au retour, d'un autre côté, ils ont fait un progrès non négligeable - en direction du renoncement officiel, palestinien et arabe, à l'exercice de ce droit. Cela s'est réalisé en faisant d'un non-sujet - le caractère juif de l'Etat d'Israël - une question de négociation au même titre que toutes les autres, comme Jérusalem, les réfugiés, les frontières et les colonies.

Il y a aussi un quasi consensus autour de la « vision » de Bush. Essentiellement identique à l'ancienne « vision de Sharon », il s'agit d'une formule visant à troquer tous les droits palestiniens jadis « non négociables » contre une entité politique palestinienne devant être gouvernée, après une ou deux générations, par une élite palestinienne, quand celle-ci aura apporté sa contribution à la lutte contre le « terrorisme ». Cette entité politique, censée être appelée un Etat, ne sera pas délimitée territorialement par les frontières d'avant juin 1967. Sa création ne s'accompagnera pas du retour des réfugiés palestiniens dans leurs maisons, ni du démantèlement des principales colonies israéliennes. Elle n'exercera pas de souveraineté sur la Jérusalem arabe, bien qu'elle pourrait peut-être être en mesure d'étendre la citoyenneté aux Arabes de Jérusalem qui pourraient peut-être y conserver leur résidence. Il se pourrait peut-être aussi qu'il y ait l'une ou l'autre disposition permettant un accès aisé aux Lieux saints. C'est un rêve en rose pour ceux qui rêvent de diriger un Etat et un cauchemar pour tous ceux qui s'accrochent encore à la justice de la cause palestinienne.

En tout cas, avant que ce rêve ne se réalise, les négociateurs devront se réunir et le marteler tous ensemble. Mais l'Amérique a d'abord besoin de fanfare : une petite fête républicaine-Bush-Rice-Blair pour célébrer, enfin, leur succès étourdissant d'avoir lancé une conférence de paix pendant que les Palestiniens de Gaza, les Libanais et les Irakiens vivent un véritable cauchemar.

Mais la rencontre d'Annapolis n'était pas seulement portée par la forte envie américaine d'un coup de relations publiques, mais aussi de la nécessité de répondre à la position des modérés arabes. Ceux-ci se sont alignés sur l'Amérique pour toutes les questions et en toutes occasions, et ils n'ont pas une seule fois chicané Washington depuis que les néo-conservateurs ont cessé de se mêler de leurs affaires intérieures. Le temps est maintenant venu pour les Etats-Unis de les récompenser en offrant un petit quelque chose en matière de « processus de paix ». Mais une fois de plus, ils vont à Washington au lieu de faire venir Washington chez eux. Olmert n'a offert aucune initiative de bonne foi, soutenu en cela par l'opinion publique israélienne, dont la majorité refuse de discuter les questions de statut définitif, même si une majorité de 65 à 75 % appuyait la participation d'Israël à Annapolis et des négociations avec la Syrie et les Palestiniens.

Washington n'a fait aucune tentative pour interpellier Olmert sur son manque de coopération et il devenait en fin de compte gênant pour des Arabes « modérés » de seulement envisager de participer à une conférence pourtant en partie supposée destinée à les aider, eux. Bien sûr, on a pu entendre le Président de l'Autorité Palestinienne parler, au Caire, de l'opportunité historique qu'il ne fallait pas manquer. Mais tout le monde sait qu'il est l'otage du processus de négociation et des aumônes israéliennes, et qu'il fuirait plutôt de l'avant plus profondément entre les serres d'Israël que de caresser l'idée de retourner à un gouvernement palestinien d'unité nationale.

Ce qui précède conduit à ce qui avait été accompli avant la conférence. Cette conférence s'est bâtie sur une discorde et des querelles internes palestiniennes. Avant la rupture Fatah-Hamas, il y avait un gel de ce qu'on

appelle processus de paix et Israël a dit à l'Autorité Palestinienne et à son Président qu'ils devaient cesser de discuter avec le Hamas s'ils voulaient qu'Israël daigne ne fût-ce que leur parler. Israël dispose d'une source inépuisable de conditions, non pas juste pour parvenir à un accord avec l'Autorité Palestinienne mais tout simplement pour consentir à lui adresser la parole. La dernière en date a été que l'Autorité Palestinienne cesse toute forme de coopération et de pourparlers avec le Hamas, autrement dit, avec les représentants d'une large partie du peuple palestinien.

C'est la première chose à avoir été réalisée. Et l'Autorité Palestinienne s'en est si bien acquittée qu'elle a reçu des tapes dans le dos par centaines pour son attitude résolue face au Hamas et que le monde entier a été appelé à Annapolis afin de porter un faux témoignage sur des négociations qui n'ont pas débuté et qui n'offrent aucune garantie de succès au cas où elles commenceraient.

Et tout cet étalage simplement pour renforcer la position des modérés palestiniens qui doivent être si fiers d'eux-mêmes pour avoir saisi cette « opportunité historique » qu'ils peuvent déjà entendre les ailes de l'Histoire battre dans le ciel d'Annapolis. Comme on peut se sentir important quand on accepte les conditions israéliennes ! Comme ils sont doués, les Etats-Unis et Israël (et l'Europe qui veut juste en finir avec tout ça), pour amener les gens qu'ils souhaitent à se sentir importants !

La seconde chose à avoir été réalisée est sur le bout de toutes les langues. Israël avait annoncé, à plusieurs occasions et par la voix de divers porte-parole, que la condition mise à des pourparlers avec les Palestiniens avait été rencontrée. Maintenant, pour que les pourparlers puissent faire quelque progrès que ce soit, les Palestiniens devaient honorer leurs engagements à l'égard de la Feuille de Route, à savoir : combattre le « terrorisme » et démanteler « l'infrastructure terroriste ». Israël entendait par là l'écrasement de la résistance palestinienne, en commençant par la Cisjordanie. Cet engagement à l'égard de la Feuille de Route a toujours été une pomme de discorde entre Israël et Arafat, en grande partie à cause du style israélien qui consiste à contraindre les Palestiniens à faire leurs preuves puis à leur dire « attendons voir ». Mais Israël a réussi à persuader l'Autorité Palestinienne post-Arafat d'accepter cette condition.

Avec ces réalisations engrangées par Israël avant même que les négociations ne débutent, le négociateur palestinien est plus faible que jamais. Il l'est aux yeux de l'opinion publique israélienne autant du fait de la rupture palestinienne que comme conséquence du degré de dépendance atteint par la direction de l'Autorité Palestinienne à l'égard de la bonne foi d'Israël et du succès des négociations. Quand les Palestiniens étaient plus ou moins unis, Israël exigeait une rupture inter-palestinienne comme préalable à des discussions. Une fois la rupture consommée, Israël a soutenu que l'Autorité Palestinienne était trop faible pour contrôler son domaine et qu'elle ne pouvait être prise suffisamment au sérieux pour mériter des concessions de bonne foi.

Mais il y a eu une troisième réalisation : le désengagement arabe de la cause palestinienne. Les Arabes peuvent voir à quel point l'Autorité Palestinienne est faible et dans quelles mains se trouvent les pouvoirs de prise de décisions de cette Autorité. Ils partagent sa faiblesse et sont ainsi en mesure de la comprendre parfaitement et c'est pourquoi ils saisissent toute solution « pragmatique » que cette faiblesse a rendue possible. Ils ne sont pas prêts à être « plus palestiniens que les Palestiniens », c'est-à-dire que le négociateur palestinien. C'est vrai qu'ils profitent de chaque ornière et de chaque cahot du processus de négociation pour proclamer combien inébranlable est le camp palestinien et qu'il ne cédera pas facilement. Mais finalement, que cela leur soit venu facilement ou non et avec ou sans remords, ils ont été d'accord de trahir la cause.

Le fait que telles soient les fondations établies par la rencontre d'Annapolis ne signifie pas que s'asseoir simplement autour d'une table revienne à normaliser tacitement les relations avec Israël. Toutes les délégations qui se sont présentées à Annapolis avaient jadis participé à Madrid. Leur participation n'a pas nécessairement conduit à une normalisation. Elle a conduit à des voies de négociations séparées, dont certaines ont calé. La seule partie à avoir signé un accord de paix avec Israël depuis Madrid, c'est la Jordanie. La seule partie à avoir normalisé ses relations avec Israël sans accord de paix a été l'Organisation de Libération de la Palestine.

La Syrie semble avoir décidé de prendre part à Annapolis par crainte de se retrouver, sans cela, complètement isolée au sein du monde arabe. Qu'elle ait choisi de participer n'offre aucune garantie que les hauteurs du Golan lui soient rendues, même si cette question a été inscrite à l'agenda d'Annapolis. Il fallait qu'elle y soit inscrite, sinon la Syrie n'aurait pas pu accepter d'aller à Annapolis. Dans un passé pas si lointain, une rapide évaluation des torts qu'allait occasionner cette cérémonie inaugurale à la cause palestinienne aurait suffi pour que Damas décide de ne pas y participer, que le Golan soit ou non mentionné dans l'agenda.

(Azmi Bishara, 03 décembre 2007)

Titre originel : Annapolis : Madrid redux

Traduit de l'anglais par Michel Ghys

Ce texte d'Azmi Bishara a été écrit pour Al Ahram Weekly et repris par info-palestine.net

9-3 Ahmed Loufi : L'Américain le moins populaire.

Le président Bush a adopté une politique très agressive vis-à-vis du monde arabe qui s'explique en grande partie par des convictions personnelles selon de nombreux analystes.

« Ce qui est certain, c'est que George Bush aura été le pire président américain depuis la seconde guerre mondiale, tant pour la planète que pour les Etats-Unis eux-mêmes », le jugement est de Pascal Boniface, directeur de l'Institut des Relations Internationales et Stratégiques (IRIS), à Paris.

Il l'a confié à Media France Internationale (MFI). Et c'est en grande partie par la politique arabe du locataire de la Maison Blanche que s'explique cet échec : « La guerre en Iraq a été une erreur majeure, et une faillite morale et

stratégique. Le fait de concevoir les relations internationales comme une croisade, de les réduire à un affrontement entre eux et nous (ndlr : l'Occident), entre le bien et le mal, ne constitue pas un progrès, ni sur le plan intellectuel ni sur le plan stratégique », affirme Boniface. Cette évaluation faite, alors que le chef de l'exécutif est à sa dernière année de présidence fait poser une question. S'agit-il du tempérament, du caractère et des croyances personnelles de Bush ou de toute une lignée ou composante américaine ?

De nombreux observateurs mettent en avant et sa doctrine néo-conservatrice et religieuse et son origine de capitaliste local aux idées fermées.

Mohamad Al-Sayed Saïd, politologue et rédacteur en chef du quotidien égyptien indépendant Al-Badil, estime que pour l'exemple le plus patent de l'échec du président, celui de l'invasion de l'Iraq, « il s'agit en grande partie d'un rôle personnel et non de celui de l'establishment militaire.

Avant l'invasion de l'Iraq, le Pentagone et d'anciens généraux ont laissé filtrer des informations sur ces projets militaires afin de tenter d'éviter la guerre. Ils ont mené une importante campagne médiatique à ce sujet », explique-t-il. Bush évidemment n'en a pas pris compte comme il l'a fait avec l'Onu, et une grande partie de la communauté internationale et même les alliés arabes traditionnels des Etats-Unis qui, depuis, sont dans un état de confusion extraordinaire. Sans tenter de faire la psychanalyse de Bush, son passé incite le politologue à relever une vision acquise au départ qui l'a poussé à une politique aussi belliqueuse. « C'est sa personnalité de body guard du capitalisme local, c'est-à-dire limité à une région donnée, qui serait à la base de cette dérive guerrière. Il fait partie de ces Blancs à la culture limitée, mus par une tendance au fanatisme, une fidélité ethnique, une disposition à la violence et au racisme en faveur des Blancs. Sa doctrine politique est celle du WASP (White Anglo-Saxon Protestant) ».

Mohamad Al-Sayed Saïd se réfère aussi à la carrière dans l'industrie du pétrole de Bush qui a commencé en 1978 avec la création d'Arbusto Energy (arbusto signifie Bush en espagnol), une entreprise de recherche de pétrole et de gaz.

Un aspect fondamental de cette dérive politique de Bush est ses convictions de néo-fondamentaliste investi d'une mission quasi divine pour rétablir l'ordre et la moralité dans le monde et le Proche-Orient, surtout. Il est un Born Again Christian, c'est-à-dire un chrétien qui est « né de nouveau ». Il a imprimé cette foi au cœur du travail gouvernemental. Les réunions du gouvernement à la Maison Blanche commencent par une prière et la lecture d'un passage de la Bible, relèvent les différentes études faites à ce sujet. Comme le souligne Mohamad Al-Sayed Saïd, c'est Ronald Reagan qui a commencé au sein du Parti républicain à se servir des arguments religieux pour diaboliser l'Union soviétique. Aujourd'hui, la rhétorique est restée la même, mais l'ennemi a changé : ce n'est plus le communisme, c'est l'islam avec comme objectif la nécessité de protéger « Israël donné aux juifs par Dieu ». Autant de notions qui ont contribué à façonner la politique de Bush. Mohamad Al-Sayed Saïd relève cependant qu'il y a de la simulation à ce sujet. « Le lien avec la religion est de caractère opportuniste et politique. Il n'y a pas chez lui de vrais sentiments religieux, ni même une assimilation réelle de l'enseignement religieux. Il s'est attaché à la religion en tant qu'idéologie politique en concordance et en coordination avec des mouvements religieux et non des églises, ce qu'on appelle Moral Majority ». Il reste que, pour cette dernière année au pouvoir, George Bush s'attelle au dossier palestinien-israélien. Paradoxal ? Il reste que le moins que l'on puisse dire est que Bush est pour notre région l'Américain le moins populaire.

Source : Al-Ahram hebdo

<http://hebdo.ahram.org.eg/...>

09-01

9-4 Le Facteur Israélien : Le Classement des Candidats aux Présidentiels US.

Bonjour,

Il y a quelques jours, suite à la victoire de Barack Obama dans la primaire de l'Iowa le jeudi 3 janvier, on se posait déjà la question de savoir si Obama allait pouvoir emporter d'autres primaires, se faire désigner comme le candidat du parti démocrate et aller jusqu'au bout pour se faire élire comme le premier président américain aux racines noire et musulmane. Il fait d'ailleurs l'objet d'attaques à cause de cette dernière racine bien qu'il se présente comme étant chrétien.

L'on se posait la question si le système militaro-industriel pro-israélien qui domine aux USA, pourrait laisser faire, et si il n'essayerait pas d'influencer le cours des événements de quelque manière pour faire élire son candidat favori.

Mais qui pourrait être le candidat favori de ce système ? Nous pouvons peut-être obtenir quelques éléments de réponse en jetant un coup d'oeil à ce classement réalisé par un panel israélien.

Le Classement des Candidats aux Présidentiels US

Depuis le mois de septembre 2006 un panel israélien de huit personnalités de haut niveau, toutes expertes dans la politique américaine, de gauche et de droite. Conscient que le locataire de la Maison Blanche aura beaucoup plus d'influence sur l'avenir d'Israël que tout autre chef politique du monde, et peut-être plus que leurs propres chefs politiques, ce panel est chargé d'évaluer et de noter mensuellement les candidats à l'élection présidentielles aux Etats-Unis.

Après avoir répondu systématiquement à cinq questions, le panel classe les candidats en les notant de 1 (le pire pour Israël) à 10 (le meilleur pour Israël).

On constate que depuis le début Rudy Giuliani occupait la tête parmi les républicains et qu'Hillary Clinton occupait la tête parmi les démocrates. Barak Obama était toujours classé parmi les derniers.

Voici le dernier classement avec les commentaires du site.

1. Rudy Giuliani

L'ex maire de New York a retourné un don de 10 millions de dollars d'un prince saoudien après les événements du 9/11 suite à ses commentaires sur l'état d'Israël. (Il s'agit du prince al-Walid Bin Talal qui, après avoir fait son don le 11 septembre 2001, a déclaré que les Etats-Unis devrait reconsidérer sa politique au Moyen Orient et adopter une position plus équilibrée envers la cause palestinienne, ndt.)

Le score du mois dernier : 8.75

Républicain

2. Hillary Clinton

Démocrate

La sénatrice de New York et la précédente première dame soutient le déménagement de l'ambassade américaine de Tél Aviv à Jérusalem.

Le score du mois dernier : 7.375

3. Michael Bloomberg

Indépendant

A soutenu Israël dans la guerre [contre le Liban], et a déclaré qu'il [Israël] « continue de se défendre contre des attaques non provoquées sur des civils innocents ».

Le score du mois dernier : 7.625

4. John Mc Cain

Le sénateur de l'Arizona croit que l'Amérique doit donner à Israël tous les équipements et la technologie dont il a besoin pour assurer sa défense

Le score du mois dernier : 7.625

Républicain

5. Bill Richardson

Démocrate

Le gouverneur de New Mexico maintient que les engagements US à la sécurité d'Israël ne sont pas une question négociable.

Le score du mois dernier : 6.875

6. Fred Thompson

Républicain

A condamné le Hamas pour un son site Internet pour les enfants promouvant un 'fanatisme haineux' (le site développe via des jeux le sens de résistance contre l'occupant sioniste et ses soldats, ndt.). Il [Thompson] est pour aider les Iraniens à renverser leur gouvernement.

Le score du mois dernier : 6.875

7. Mitt Romney

Républicain

S'est opposé au voyage récent de Khatami (ex président iranien, ndt.) aux Etats-Unis en déclarant que les contribuables ne devraient pas financer un homme qui soutient la destruction d'Israël

Le score du mois dernier : 6.5

8. Mike Huckabee

Républicain

Le gouverneur d'Arkansas a effectué neuf visites en Israël dont un voyage au musée YAD Vashem de l'holocauste

Le score du mois dernier : 6.75

9. John Edwards

Démocrate

L'ex sénateur de North Carolina a déclaré que l'Iran représentait une énorme menace à Israël et au peuple israélien.

Le score du mois dernier : 6

10. Joseph Biden

Démocrate

Le sénateur du Delaware dit qu'il ne peut s'attendre à ce qu'Israël négocie avec le Hamas qui appelle à sa destruction.

Le score du mois dernier : 6

11. Christopher Dodd

Démocrate

Le sénateur du Connecticut s'est adressé à l'AIPAC (American Israel Public Affairs Committee, ndt.) en mars 2006 sur l'Iran nucléaire et le gouvernement du Hamas.

Le score du mois dernier : 5.75

12. Barack Obama

Démocrate

Le sénateur d'Illinois a fait sa première visite en Israël au mois de janvier 2006 où il a visité le nord et parcouru le mur

Le score du mois dernier : 5.25